



AFFJUR/AR-2024-387
ARRETE DU MAIRE

Objet : Délégation de signature des bons de commande à Mohamed Amine BENSILIMANE - Directeur adjoint des grands projets.

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-19, L.2122-20 et L.2122-22,
Vu le Code Général de la Fonction publique ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
Vu la délibération n°2023-104 du 2 Octobre 2023 portant délégation de compétences du Conseil municipal au Maire ;
Vu l'arrêté n°2024-343 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature des bons de commande à directeur adjoint des grands projets ;

Considérant qu'il convient d'accorder une délégation de signature aux directeurs de service pour la signature des contrats, conventions et bons de commande dont le montant est inférieur à 500 € TTC dans le domaine de compétence qui les concerne ;

Considérant l'erreur d'orthographe du nom de M sur l'arrêté n°2024-343 du 10 octobre 2024 ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Monsieur -Directeur adjoint des grands projets, reçoit délégation de signature du Maire aux fins de signer :

- Les contrats, conventions et bons de commande dont le montant est inférieur à 500 € TTC dans le domaine de compétence qui le concerne ;

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Préfet des Yvelines ;
- Au Comptable de la collectivité ;
- A l'intéressé.

Vu par acceptation
Le 14/11/2024
[Signature]

Fait à Trappes,

4 NOV. 2024

Ali RABEH
Maire de Trappes



Trappes, la Ville écologiste et solidaire !

Reçu du Contrôle de légalité le 04/11/2024
Identifiant : 078-217806215-20241031-10772-AR-1-1